



MAIRIE DE VILLARS LES DOMBES

15 place de l'Hôtel de Ville - BP 19 - 01 330

Tel. 04 74 98 03 54 / Fax. 04 74 98 12 77

mairie@villars-les-dombes.fr

ENTRETIEN COURANT ET PONCTUEL DES BATIMENTS COMMUNAUX ET DES VITRERIES

Accord cadre à bons de commande

REGLEMENT DE CONSULTATION

PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE ET MAÎTRE D'OUVRAGE :

Commune de Villars les Dombes représentée par Monsieur le Maire, en application de la délibération en date du 26 mai 2020

OBJET DU MARCHÉ

Accord cadre prestations d'entretien courant et ponctuel des bâtiments communaux et des vitreries.

MODE DE PASSATION ET FORME DE MARCHÉ :

Procédure adaptée – Articles L.2123-1, R.2123-1 et R. 2123-5 du Code de la commande publique.

PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHÉ ET SIGNATAIRE :

Monsieur le Maire, en vertu de la délibération en date du 26 mai 2020.

COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE :

Madame la Perceptrice
Centre de finances publiques
100 avenue Maréchal Foch
01400 Chatillon-sur-Chalaronne

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

Le 27 juin 2025 à 17H00

Marché n°2025-443-003

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition du marché	4
1.4.1 Lots.....	4
1.4.2 Tranches	4
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Variantes	4
ARTICLE 3 – VISITE OBLIGATOIRE	4
ARTICLE 4- DURÉE DE L’ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 5 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)	5
5.1 Contenu du DCE	5
5.2 Mise à disposition du DCE	5
5.3 Modification de détails du dossier de consultation des entreprises	5
5.4 Renseignements complémentaires	6
ARTICLE 6 – MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	6
6.1 Documents à produire	6
6.2 Pièces de l'offre	7
ARTICLE 7- CONDITIONS D’ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES.....	8
ARTICLE 8 – ANALYSE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	9
8.1 Analyse des candidatures	9
8.2 Critères de jugement des offres.....	9
ARTICLE 9 – MODIFICATION EN COURS D’EXECUTION	10
ARTICLE 10 – NEGOCIATION	10
ARTICLE 11 - ECHANGE AVEC LES CANDIDATS.....	10
ARTICLE 12 - PROCEDURES DE RECOURS	11
ARTICLE 13 - INFORMATION AUX CANDIDATS – GARANTIE D’EMPLOI DU PERSONNEL	11

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet les prestations de nettoyage régulier et ponctuel des bâtiments communaux, incluant le nettoyage des vitreries accessibles et en hauteur. Des contrôles inopinés seront réalisés pendant toute la durée du marché par la personne responsable de la bonne exécution du marché, mandatée par le Maire.

Les bâtiments concernés par les prestations de nettoyage sont repris ci-dessous.

Bâtiment	Adresse
Ecole élémentaire	Place de Verdun
Extension de l'école élémentaire	Place de Verdun
Ecole maternelle + Centre de Loisirs (CDL)	115 rue du Collège
Centre social	414 Rue de Dombes
Halle des sports	Rue de Dombes
Gymnase	Rue de Dombes

Les bâtiments concernés par les prestations de nettoyage des vitreries sont repris ci-dessous.

Bâtiment	Adresse
Ecole élémentaire + restaurant scolaire	Place de Verdun
Extension de l'école élémentaire – Bâtiment neuf	Place de Verdun
Ecole maternelle /CDL+ restaurant scolaire	115 rue du Collège
Ecole de musique/ Bâtiment annexe	Cour de l'école Primaire
Mairie	15 place de l'Hôtel de Ville
Centre social	414 Rue de Dombes
Maison des sports et des associations	Rue de Dombes
Maison Girard (Salle de réunion et verrière et portes escalier Ouest, hauteur 7 m	416 Avenue Charles de Gaulle
Médiathèque dont verrière hauteur 6 mètres	51 passage Jean Ferrat
Halle des sports, dont hauteur 5 mètres	Rue de Dombes
Gymnase, dont hauteur 5 mètres	Rue de Dombes
Salle polyvalente, dont hauteur 6 mètres	Place de la Résistance
Services techniques	53 impasse des jardins

La Date prévisionnelle de démarrage des prestations, est fixée au 1^{er} octobre 2025

Classification CPV principale : 90911200-8 — Services de nettoyage de bâtiments.

1.2 - Mode de passation

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée, en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le contrat est un accord-cadre passé en application de l'article du Code de la Commande Publique. Cet accord cadre est Mono attributaire (conclu avec un seul opérateur économique).

Cet accord-cadre est exécuté par Bon(s) de commande uniquement.

Il s'agit d'un accord-cadre sans minimum annuel et avec un maximum de **130 000 euros H.T. annuel**.

1.4 - Décomposition du marché

1.4.1 Lots

Le présent marché ne donne pas lieu à un allotissement au sens des articles R.2113-2 et L.2113-11 du Code de la Commande Publique les prestations donneront donc lieu à un marché avec un lot unique en raison de la nature homogène des prestations.

1.4.2 Tranches

Sans objet.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements ;
- En qualité de candidats individuels agissant pour le compte d'agences différentes d'une même entreprise.

2.3 - Variantes

La présentation d'une ou plusieurs variante(s) à l'initiative du candidat est interdite.

La consultation ne prévoit pas de variante à l'initiative de la personne publique.

ARTICLE 3 – VISITE OBLIGATOIRE

Une **visite obligatoire des sites** est imposée aux candidats afin de leur permettre d'apprécier les conditions concrètes d'exécution des prestations, notamment en ce qui concerne l'accessibilité des locaux, la diversité des bâtiments et les contraintes éventuelles liées à leur occupation.

La visite est programmée le 11 juin 2025 à 9h00

Le rdv est fixé devant la mairie de Villars les Dombes à l'adresse ci-dessous :

15 Place de l'hôtel de ville
01330 Villars les Dombes

Chaque candidat devra présenter le jour de la visite, l'attestation de visite jointe au DCE, dûment complétée, tamponnée et signée. Elle sera visée par le pouvoir adjudicateur et restituée aux candidats pour être jointe au dossier de candidature et d'offre.

L'absence de cette attestation rendra l'offre irrégulière et entraînera son rejet sans régularisation possible.

Afin de respecter le principe d'égalité de traitement des candidats, aucune question ne sera traitée oralement le jour de la visite.

Toutes les demandes de renseignements complémentaires devront être adressées exclusivement via la plateforme de dématérialisation <https://marchespublics.ain.fr>.

Les réponses seront communiquées à l'ensemble des candidats via cette même plateforme, sous forme de réponse collective.

ARTICLE 4- DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa notification. Il est tacitement reconductible trois (3) fois pour une durée équivalente, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

ARTICLE 5 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

5.1 Contenu du DCE

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC).
- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).
- Le bordereau des prix unitaire (BPU).
- Le cadre mémoire technique.
- L'attestation de visite.

5.2 Mise à disposition du DCE

Le dossier de consultation des entreprises est à télécharger gratuitement sur <https://marchespublics.ain.fr>

5.3 Modification de détails du dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard **10 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché. Le pouvoir adjudicateur s'engage en cas de modifications de détails à informer tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité de traitement. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5.4 Renseignements complémentaires

Conformément à l'article R2132-6 du Code de la Commande Publique, les candidats souhaitant obtenir des renseignements complémentaires devront faire parvenir leur demande au plus tard **8** jours avant la date limite de réception, par voie électronique sur le profil acheteur <https://marchespublics.ain.fr>

Seules les questions soumises par le biais du profil acheteur seront recevables.

Dans un souci d'égalité de traitement des candidats, les réponses seront communiquées à l'ensemble des candidats simultanément par le biais du profil acheteur. Pour ce faire les candidats devront veiller à indiquer une adresse mail valide.

ARTICLE 6 – MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la Commande Publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Oui
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non

Liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Oui
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.2 Pièces de l'offre

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes complétées	Oui en PDF <u>ou</u> signature électronique
La décomposition du prix global et forfaitaire complétée	Non
Le bordereau des prix complété	Non
Le cadre mémoire technique renseigné (15 pages maximum) pour justifier des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise relatives aux points évoqués <u>au présent RC.</u>	Non
L'attestation de visite	Oui en PDF

Les autres éléments potentiellement contenus dans le DCE ne sont pas à joindre, mais sont réputés lus et pris en compte pour la constitution de l'offre.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

ARTICLE 7- CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

Conformément aux dispositions des articles R2132-2 et R.2132- 7 du Code de la Commande Publique et L'arrêté du 22 mars 2019, la collectivité impose la transmission des candidatures et offres par voie électronique sur le profil acheteur <https://marchespublics.ain.fr>.

Toute offre reçues par voie papier sera déclarée irrégulière. Le pouvoir adjudicateur se réserve néanmoins la possibilité de demander une régularisation. Cette disposition ne constitue aucunement un droit pour le candidat, conformément à la réglementation sur la commande publique en vigueur.

Les candidats devront veiller à renommer leurs fichiers de manière à les rendre facilement identifiables, les noms devront être court et l'intitulé du document devra y figurer (ex : Bordereau de prix unitaire : BPU), l'utilisation d'accents, de symboles et caractères spéciaux est prohibée. Les fichiers devront être sous format PDF. Les pièces financières devront être fournies aux formats PDF et Excel.

Les candidats sont invités à prendre en compte le temps de téléchargement de leur pli sur la plateforme <https://marchespublics.ain.fr> par rapport à la date et heure de clôture, ce temps de chargement étant fonction du débit de leur accès internet et de la taille des documents à transmettre. La réponse doit être impérativement **recue** avant la date et heure limite de la consultation. Le dépôt de l'offre est horodaté et donne lieu à un accusé de réception confirmant la date et heure de réception de manière certaine.

En outre, conformément à l'article R2151-6 du Code de la Commande Publique, il est rappelé que, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres, sera ouverte.

ATTENTION : le téléchargement des documents doit être intégralement terminé à l'heure de clôture de la consultation.

Conformément à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli transmis par voie électronique.

Cette copie de sauvegarde ne peut être ouverte par l'acheteur que dans les cas expressément prévus à l'article 2 de l'arrêté précité, notamment en cas de dysfonctionnement de la transmission électronique, de fichier illisible ou corrompu, ou si le pli électronique n'a pas été reçu dans les délais.

La copie de sauvegarde doit impérativement :

- Être transmise dans le délai imparti pour la remise des offres.
- Être déposée sur support papier ou sur support physique électronique (clé USB, CD-ROM, etc.).
- Être placée dans un pli scellé, portant de manière claire et lisible la mention suivante :

« COPIE DE SAUVEGARDE – Ne pas ouvrir sauf en cas de dématérialisation défailante »

Le pli devra également mentionner :

- Le nom ou la raison sociale du candidat,
- L'intitulé exact du marché,
- La référence éventuelle de la consultation.

La copie de sauvegarde devra être adressée à l'adresse suivante :

**Mairie de Villars les Dombes
15 Place de l'Hôtel de ville
01 330 Villars les Dombes**

Toute copie de sauvegarde non conforme aux dispositions ci-dessus, ou reçue hors délai, sera considérée comme non recevable.

ARTICLE 8 – ANALYSE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

8.1 Analyse des candidatures

Les candidatures seront admises après examen de leur capacité professionnelle, capacité financière et capacité technique.

Le pouvoir adjudicateur privilégiera certains points :

- Les garanties fournies par le candidat.
- Les capacités économique et financières, ainsi que les capacités techniques et professionnelles du candidat liées à l'objet du marché.
- La remise du dossier complet avec l'ensemble des pièces demandées.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

8.2 Critères de jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L2152-1 à L2152-4 et R 2152-1, R2152-2 et R2152-6 du Code de la Commande Publique.

Les offres seront jugées sur la base des critères repris ci-dessous :

Critère de jugement des offres	Pondération
Valeur technique	60%
Prix	40%

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées entre le bordereau des prix unitaires et les autres pièces de l'offre, les indications portées au bordereau des prix prévaudront sur toutes les autres pièces de l'offre, et il ne sera tenu compte que du ou des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

1. La valeur technique (60 %)

La valeur technique sera évaluée à partir du mémoire technique **(15 pages maximum)** cadre mémoire technique joint au DCE et complété par le candidat. Elle sera notée selon les sous-critères suivants :

Sous-critère	Description	Pondération
1. Organisation des prestations et moyens humains affectés	Méthodologie, planification des interventions, gestion des absences, encadrement	20 %
2. Moyens matériels, équipements et produits utilisés	Qualité et adéquation des matériels et produits (notamment pour les vitreries)	15 %
3. Démarche qualité et traçabilité des interventions	Procédures de contrôle qualité, outils de suivi, gestion des réclamations	15 %
4. Prise en compte du développement durable et de la sécurité	Produits écoresponsables, prévention des risques, formation du personnel	10 %

2. Le prix des prestations (40 %)

Le prix sera analysé sur la base du DPGF à partir du DPGF.

$$\text{Note Prix} = \left(\frac{\text{Prix le plus bas}}{\text{Prix de l'offre analysée}} \right) \times 40$$

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaire.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur les bordereaux des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant des détails estimatifs indicatifs annuels seront rectifiés en conséquence.

Conformément à l'article R2152-3 du Code de la Commande Publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

ARTICLE 9 – MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION

Le présent accord-cadre à bons de commande est susceptible d'évoluer pendant sa durée d'exécution.

Ainsi, toute suppression ou ajout de bâtiment(s) ou de surface(s) vitrée(s) dans le cadre des prestations de nettoyage **fera l'objet d'un ordre de service** émis par la Ville de Villars-les-Dombes.

En cas d'ajout de prestations non prévues au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), les nouveaux prix seront fixés et intégrés audit BPU **par ordre de service préalable**, avant toute émission de bon de commande correspondant.

ARTICLE 10 – NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'entamer une négociation avec **3 des candidats les mieux placés**. Cette négociation pourra porter sur tout élément de la mise en concurrence (prix, délais, valeur technique ...). Cette négociation pourra prendre la forme d'un entretien.

L'absence de réponse dans les délais (en cours de négociation ou à l'issue des négociations) sera considérée comme un maintien de l'offre initiale.

Les offres remises après négociation ou les offres initiales expressément maintenues, le Pouvoir Adjudicateur pourra décider :

- Soit d'attribuer le marché au candidat ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse,
- Soit en cas de propositions insatisfaisantes, d'organiser un second tour de négociation dans les mêmes conditions.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer le marché sans négociation.

ARTICLE 11 - ECHANGE AVEC LES CANDIDATS

Tout comme les demandes de compléments et leurs réponses, l'invitation à concourir à une négociation, l'envoi des courriers de rejets, la notification du marché seront adressés, par voie électronique, via le profil acheteur, à l'adresse mail renseignée par les candidats lors

de leur identification sur ce même profil acheteur. Ainsi, une attention particulière est demandée aux candidats : En effet, ces derniers sont seuls responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : validité de l'adresse mail, redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam....

ARTICLE 12 - PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Lyon
184 rue Duguesclin
69433 LYON CEDEX 03

Tél : 04 78 14 10 10

Télécopie : 04 78 14 10 65

Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

ARTICLE 13 - INFORMATION AUX CANDIDATS – GARANTIE D'EMPLOI DU PERSONNEL

Le présent marché entre dans le champ d'application de l'article 7 de la Convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés (CCNEPSA).

À ce titre, en cas de changement de prestataire à l'issue de la consultation, les salariés affectés à l'exécution du précédent marché bénéficient d'un droit à la poursuite de leur contrat de travail par le nouveau titulaire, selon les modalités prévues dans la convention collective précitée.

Les candidats sont donc invités à prendre connaissance de ces dispositions qui s'appliquent au titulaire du marché.